REVUE DE PRESSE

COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

Du 05 au 11 mars 2024

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI.

1. COI et ses projets

1.1 Projet TWENex : déchets-énergie.....2
- Vers un lien déchets-énergies dans la Sud-Ouest de l'océan Indien

1.2 Projet GPS : Concours de photo.....4
- COI : un concours de photo sur le rôle des femmes et des jeunes

1.3 Projet RECOS : Programme Sandwatch.....5
- Éducation environnementale : une avancée prometteuse avec la formation Sandwatch

1.4 Coopération régionale.....8
- Madagascar et Maurice : renforcement des relations parlementaires
- En visite dans l'océan Indien, Rémy Rioux réaffirme l'engagement de l'AFD dans la Région

2. Centres d'Intérêts

2.1 Journée de la femme.....11
- MAGAZINE - CÉLÉBRATION DU 8 MARS - Femmes engagées, femmes d'action
- Journée de la femme : le président des Seychelles félicite 4 femmes de haut rang pour leur nomination
- (Journée de la femme) Madhavi Ramdin : « Un grand manque de femmes dans les postes à responsabilités »
- Saint-Denis : Rassemblement au Barachois pour la journée des droits des femmes

2.2 Economie.....13
- Suppression de la TVA : 618 millions d'euros de gain de pouvoir d'achat pour les Réunionnais
- https://www.business-magazine.mu/entreprendre/business-files/tourisme-daffaires-maurice-reste-un-choix-de-predilection/

2.3 Transition énergétique.....15
- Énergie renouvelable-Géothermie La mission de la Bad en visite au Karthala
- Production d'électricité : 345 containers de matériels dédiés aux parcs solaires, attendus à Toamasina

2.4 Sécurité maritime.....16
- Le 14ème exercice militaire Cutlass Express aux Seychelles se concentre sur les abordages non conformes

La Gazette des Comores

Vers un lien déchets-énergie dans le sud-ouest de l'océan Indien

11/03/2024 Mmagaza



©: HZK-LGDC

Vendredi dernier, à la salle de conférence de la Direction Générale de l'Environnement et des Forêts, une mission de suivi des activités de terrain du projet de « Transformation du secteur des déchets vers un lien déchets-énergie dans la région du sud-ouest de l'océan Indien (TWENex) » de la Commission de l'Océan Indien (COI), a tenu un point de presse.

Une mission de suivi du projet TWENex a séjourné à Moroni du 1er au 8 mars 2024.Ce projet vise à dynamiser les systèmes d'innovation nationaux et renforcer les capacités de recherche et d'innovation en soutenant la communauté des chercheurs. Encouragés par des interventions politiques appropriées en faveur de l'innovation ou encore par des partenariats public-privé, les îles de l'Indianocéanie peuvent élargir le champ d'opportunités des énergies durables en y intégrant la valorisation énergétique des déchets dans une optique d'économie circulaire. C'est dans cette optique qu'a été élaboré le projet TWENex.

Ce projet vise à faciliter l'émergence d'une filière durable déchets-énergie. Il intervient pour catalyser la recherche et l'innovation afin de développer des solutions technologiques de transformation des déchets organiques en énergie adaptées et accessibles aux ménages et répondre aux enjeux de substitution des énergies fossiles et de déforestation dans l'océan indien. La délégation était composée du chargé de mission sur la transition écologique et énergétique, tourisme et migrations, M. Anfani Msoili, accompagné par l'équipe de gestion du projet au sein de la COI.

Il faut savoir que les activités de terrain sont portées par des entités locales appelés les multiplicateurs qui participent à la logique d'intervention du projet en décuplant actions, impacts et résultats au niveau local. La mission a eu à réceptionner la première partie de la construction du biodigesteur de 45m³ mis en place par la société BIOCOM à Anjouan qui permettra de produire de l'électricité à partir des déchets agricoles de chèvres et de poules dans le but d'alimenter une chambre froide pour la conservation de produits halieutiques, de visiter le laboratoire pédagogique - travaux de recherches mis en œuvre par l'Université des Comores (UDC) pour la construction de prototype de biodigesteur ménager pouvant assurer la cuisson d'un repas comorien.

Il s'agissait aussi de renforcer les dialogues institutionnels pour la mise à jour et l'élaboration cadre juridique en matière de gestion durable des déchets conduits par l'Agence Nationale de Gestion des Déchets (ANGD), à travers une rencontre avec le ministre de l'Environnement et la participation à la réunion de l'alliance sur la gestion intégrée des déchets aux Comores et de préparer les activités à venir, dont une campagne de sensibilisation contre les dépôts sauvages de déchets et sur l'hygiène, ainsi qu'une formation à la réalisation de l'étude de caractérisation des déchets ménagers aux Comores. Au niveau régional, le projet est mis en œuvre par la COI et le Mauritius Research and Innovation Council (MRIC) dans le cadre du programme Recherche et Innovation de l'Organisation des Etats ACP (OEACP) sur financement de l'Union européenne.

Mmagaza

COI : un concours de photo sur le rôle des femmes et des jeunes

La Commission de l'océan Indien (COI), soutenue par l'Agence française de développement (AFD) lance un concours de photo, dans le cadre du projet «Gouvernance, paix et stabilité». L'objectif est de sensibiliser le grand public sur le rôle que jouent les femmes et les jeunes dans la vie actuelle. Ayant comme thème «Parce que chaque voix compte : pour un rôle accru des femmes et des jeunes dans les sociétés», le concours est ouvert jusqu'au 30 mars.

La compétition est ouverte à tous les passionnés de la photo, qu'ils soient professionnels ou simples amateurs, de plus de 18 ans, issus des pays membres de la COI à savoir, La Réunion, Maurice, Seychelles, Comores et Madagascar. Par ailleurs, seule une photo par participant est prise en compte, et le règlement veut que la photo en question doive être prise dans l'un de ces pays de la COI. A part cela, les participants devront écrire un texte d'accompagnement de 50 à 150 mots maximum pour expliquer l'image ou raconter l'histoire du personnage. Enfin, chaque participant devra écrire une lettre de décharge et autorisation de prise d'image. Notons que l'inscription se fait uniquement sur le site https://www.commissionoceanindien.org/concoursphotogps/ et ce, avant le 30 mars. Les jurys ne sélectionneront que 20 photos. Ils prendront en compte trois critères à savoir, le respect du thème, l'impact de l'image et l'esthétique. Le premier prix sera un matériel photographique d'une valeur de 1.500 euros maximum. Par ailleurs, toutes les photos des lauréats seront exposées et feront le tour des Etats membres de la COI.

Holy Danielle

Lire aussi :

https://www.commissionoceanindien.org/concoursphotogps/

Éducation environnementale : une avancée prometteuse avec la formation Sandwatch

D ans le cadre d'une démarche concertée entre le Ministry of Education, Tertiary Education, Science and Technology et le Mauritius Institute Education (MIE), une étape cruciale a été franchie la semaine dernière concernant l'éducation environnementale à Maurice. En effet, la première formation nationale de formateurs à l'outil d'Education environnementale Sandwatch, pilotée par la Commission de l'océan Indien (COI) dans le cadre de son ambitieux projet « Résilience des populations et des écosystèmes côtiers du sud-ouest de l'océan Indien » (RECOS), avec le soutien de l'Agence française de développement (AFD) et du Fonds français pour l'environnement mondial (FFEM), a pris place.



Cette formation a réuni un groupe de 32 formateurs, composé de 14 enseignants issus de divers établissements scolaires — Adolphe de Plevitz, Simadree Virahsawmy, Flic en Flac, Hamilton College, Loreto College Mahebourg, Regis Chaperon —, 11 membres d'ONG engagées dans la préservation environnementale, quatre représentants du MIE et quatre agents du ministère de l'Éducation. Son objectif : renforcer les compétences nécessaires à la mise en œuvre efficace du programme Sandwatch, une approche éducative reconnue dédiée à la surveillance, à l'évaluation et à la protection des zones côtières.

50 pays membres

Le programme Sandwatch, lancé par l'UNESCO en 2001, est un exemple concret de collaboration internationale pour la préservation des écosystèmes côtiers. Il s'agit d'un processus éducatif par lequel des élèves, des enseignants et des communautés locales travaillent ensemble pour surveiller les environnements côtiers, identifier et évaluer les menaces, problèmes et conflits auxquels ils sont confrontés et développer des approches durables pour y faire face. Ils acquièrent des méthodes d'observation scientifique, appliquent ces méthodes sur l'environnement des plages, surveillent et analysent les menaces pesant sur leur plage ; ils

partagent leurs informations avec les autres membres de leur communauté, puis tâchent de résoudre les problèmes.
Ils travaillent ensemble pour améliorer l'environnement de leur plage et développer la résilience vis-à-vis du changement climatique. Depuis ses débuts en 2001, le réseau Sandwatch s'est étendu et comprend aujourd'hui plus de 50 pays membres, parmi lesquels des centaines d'écoles et des groupes communautaires qui surveillent activement les modifications environnementales subies par leur plage.
Le projet RECOS, mis en œuvre par la COI aux Comores, à Madagascar, à Maurice et aux Seychelles jusqu'en 2026, a lui pour objectif de renforcer la résilience des populations littorales face aux effets du changement climatique en restaurant les services rendus par les écosystèmes côtiers. Il intervient principalement autour de quatre principales thématiques : gestion des aires marines protégées, conservation et restauration des écosystèmes essentiels (mangroves et herbiers) ; gestion et observation du littoral, et enfin, éducation à l'environnement. Outre Sandwatch, RECOS assure la promotion et la diffusion d'autres dispositifs d'éducation à l'environnement déployés dans la région. Cette initiative est financée à hauteur de 10 millions € par l'AFD et le FFEM.
L'outil Sandwatch vise à sensibiliser et à outiller les participants pour une meilleure gestion des ressources naturelles côtières. À l'issue de cette formation intensive, les participants se sont vus attribuer des « kits Sandwatch », comprenant le matériel nécessaire pour surveiller de manière autonome les plages de l'île.
Anfani Msoili, chargé de mission en charge de la Transition écologique et énergétique, tourisme et migrations, au sein du Secrétariat général de la COI, a souligné l'importance de cette initiative dans le contexte régional. *« Depuis un an, la COI s'est engagée, à l'occasion du premier atelier régional dédié à l'éducation à l'environnement en zones côtières à Flic-en-Flac organisé par notre projet RECOS, à redynamiser le programme éducatif de l'UNESCO Sandwatch dédié à l'observation, au suivi et à la protection des littoraux qui a fait ses preuves dans le monde. Depuis, des plans d'actions nationaux ont été développés aux Comores, à Madagascar, aux Seychelles et, bien sûr, à Maurice »*, a-t-il rappelé. Cette formation représente ainsi un pas de plus vers la concrétisation de ces plans.
En effet, trois initiatives de mise en œuvre du programme Sandwatch avaient été développées à Maurice entre 2016 et 2010, sous l'impulsion de l'ONG Aide au Développement Durable (ADD). Cependant, avec la crise du Covid-19, le processus de cette expérimentation a dû être temporairement arrêté. La récente formation s'inscrit dans une volonté de renforcer l'éducation environnementale à Maurice.
Shalini Mahadowa-Reechaye, Acting Director au ministère de l'Éducation, a souligné l'importance de l'approche Sandwatch dans le développement des compétences des élèves. «

Travail en équipe

« En surveillant les environnements côtiers, en identifiant et en évaluant les menaces existantes et en proposant des solutions, les apprenants ont l'occasion de développer des compétences de travail en équipe, mais aussi de mettre en pratique les théories qu'ils apprennent en cours, contribuant certainement à rendre les sciences plus attrayantes pour les étudiants », a-t-elle expliqué.

Le professeur Ravhee Bholah, référent national en matière d'éducation environnementale pour le projet RECOS et coordonnateur de l'Éducation pour le développement durable au MIE, a mentionné lui aussi également l'importance du programme Sandwatch dans le contexte mauricien, le qualifiant d' *« effort louable visant à promouvoir l'éducation au changement climatique pour le développement durable »*.

Cette formation s'inscrit ainsi dans une stratégie globale de sensibilisation et de préparation face aux défis environnementaux en s'alignant sur (1) les objectifs de développement durable des Nations Unies et (2) l'Agenda 2063 pour l'Afrique et (3) l'initiative du gouvernement pour lutter contre le changement climatique.

À travers cette initiative saluée par les participants, Maurice renforce son engagement en faveur de la protection de son littoral et de la sensibilisation des générations futures à l'importance cruciale de la préservation environnementale.

Madagascar et Maurice : renforcement des relations parlementaires

Récemment à l'île Mau-rice, le vice-président de l'Assemblée nationale pour la province d'Antananarivo, Herinantsoina Ranaivo Raholdina, a rencontré le président de l'Association des parlementaires de la Commission de l'océan Indien et également président de l'Assemblée nationale mauricienne, Sooroojdev Phokeer. Le renforcement des relations parlementaires entre les deux pays et le processus électoral, ont été au centre des discussions. Les deux personnalités ont aussi profité de cette occasion pour renforcer les échanges entre les institutions législatives. Et d'après les informations fournies, Sooroojdev Phokeer se rendra bientôt dans la Grande île dans le cadre de ses responsabilités au sein de la Commission de l'océan Indien.

En visite dans l'océan Indien, Rémy Rioux réaffirme l'engagement de l'AFD dans la Région

Jean-Tenahe FAATAU

À l'occasion de son déplacement dans l'océan Indien du 26 février au 2 mars, le Directeur général de l'AFD Rémy Rioux a réaffirmé l'engagement du groupe dans le sud-ouest de l'océan Indien et dans l'Indopacifique, en faveur de la coopération régionale, de la finance durable, du développement économique, de l'adaptation au changement climatique et de l'amélioration des conditions de vie des populations, a indiqué l'AFD dans un communiqué ci-dessous.

À l'interface entre Afrique et Indopacifique, le sud-ouest de l'océan Indien se distingue par son intégration régionale. Dans cette région, le Groupe AFD déploie sa palette d'outils financiers, en lien avec ses nombreux partenaires, afin de contribuer à 4 objectifs majeurs : développer durablement les filières de l'économie bleue, verte et circulaire par une approche écologiquement responsable ; construire des sociétés inclusives au service des populations ; favoriser un cadre de gouvernance publique plus protecteur ; et promouvoir l'intégration régionale des territoires du bassin et des acteurs français ultramarins.

Des partenariats forts au service de l'intégration régionale et des objectifs de développement durable (ODD)

À l'échelle locale ou régionale, l'AFD s'appuie sur ses nombreux partenaires qui lui permettent de financer des projets à impact, en faveur des ODD. Dans les Départements d'Outre-mer, elle se positionne en tant que partenaire historique des collectivités d'outre-mer à travers un soutien durable aux politiques publiques de ces territoires (financement d'investissements publics mais aussi, et de plus en plus, appuis conseils, production de connaissances, etc.).

À titre d'exemple, l'AFD entretient des relations très anciennes et régulières avec le Département de La Réunion (en moyenne 40 millions d'euros d'emprunts par an). L'AFD a par exemple financé, sur près de deux décennies (de 1980 à 2015), le projet d'Irrigation du Littoral Ouest (ILO), emblématique de l'aménagement du territoire. Elle l'accompagne également avec des subventions du Fonds Outre-mer (FOM), sur des sujets de politique publique très structurants comme la gestion de la ressource en eau ou encore la feuille de route « Grand âge ».

À l'échelle régionale, le Groupe AFD déploie une intense activité partenariale avec les acteurs régionaux historiques comme la Commission de l'océan Indien (COI – organisation régionale francophone dont l'AFD est le principal partenaire bilatéral), la Plateforme d'Intervention Régionale de l'océan Indien (PIROI), Cap Business OI, ou encore l'Indian Ocean Rim Association (IORA).

Ces partenariats permettent à l'AFD de participer à des projets d'ampleur régionale en faveur de la conservation de la biodiversité, de l'adaptation au changement climatique, de la santé, de la gestion du risque de catastrophes naturelles, de la gouvernance, de l'eau, du développement économique, de l'éducation et des industries culturelles et créatives. En novembre 2023, le montant des financements en exécution par l'AFD pour accompagner ces projets régionaux et projets nationaux à composante régionale totalise 225,6 millions d'euros.

À l'occasion du déplacement de Rémy Rioux dans la région, deux nouvelles conventions de coopération régionale ont ainsi été signées. La première concerne le projet de renforcement de la sécurité sanitaire dans la région Indopacifique avec la COI, d'un montant de 6,5 millions d'euros. Il soutiendra la prévention, la préparation et la réponse aux épidémies des États membres de la COI, des États et territoires de la Communauté du Pacifique Sud, ainsi que des pays partenaires du programme ECOMORE dans le Sud-Est asiatique. D'autre part, une convention de partenariat avec la Région Réunion en faveur de l'intégration régionale. Partenaires de la coopération régionale depuis plus de 15 ans, la Région Réunion et l'AFD ont ainsi réitéré leur engagement mutuel en faveur de l'insertion de La Réunion dans son bassin régional et de la promotion et la diffusion des ODD.

D'autres projets régionaux à impacts ont également pu être mis en lumière à l'occasion de ce déplacement : Le projet de réponse et résilience face aux catastrophes dans l'océan Indien mis en œuvre par la PIROI et que nous soutenons depuis 2021 ; L'emblématique programme Varuna, mis en œuvre par Expertise France et financé par l'AFD, qui vise à freiner l'érosion de la biodiversité dans le sud-ouest de l'océan Indien.

Suite de l'article

MAGAZINE - CÉLÉBRATION DU 8 MARS - Femmes engagées, femmes d'action



Dans le vaste panorama professionnel, bien que leur empreinte reste à renforcer, les femmes tracent leur voie avec une implication croissante en politique, entrepreneuriat, sports, recherches et enseignement. Plongeons au cœur de ces parcours inspirants où, en ce jour du 8 mars, des voix féminines résonnent pour exprimer avec force et conviction leurs opinions. Un éclairage captivant sur l'évolution des femmes dans divers domaines.

Femme résiliente et solidaire pour le développement du pays. Telle est la traduction libre du thème de la célébration officielle de la Journée internationale des droits des femmes de cette année. Bien que leur densité en nombre reste à renforcer, les femmes brillent dans différents domaines. Ceci, bien que profitant de l'anarchie des réseaux sociaux, des individus malveillants laissent, à de nombreuses reprises, libre cours à des dérives misogynes.

Les différents obstacles et les barrières érigées par certaines sphères culturelles de la société n'empêchent pas des femmes battantes, engagées et d'action d'exceller. Que ce soit en politique, dans l'entrepreneuriat, dans la recherche, l'enseignement, le sport, au sein des Forces de défense et de sécurité (FDS), ou dans le secteur du bâtiment et des Travaux publics, de la santé et de nombreux autres domaines. Chaque jour, à chaque occasion, les femmes démontrent leur compétence et leur abnégation dans leur responsabilité respective. Tout en y apportant une touche féminine.

Comme tout droit, les droits des femmes se conquièrent, mais ne se revendiquent pas seulement. Plusieurs l'ont fait par leurs actes. Plusieurs ont démontré que les femmes sont tout autant compétentes et capables de briller, d'exceller dans différents domaines que les hommes. Certaines d'entre elles sont à l'honneur dans ce magazine spécial à l'occasion de la Journée internationale des droits des femmes. Elles font part de leur parcours, de leur combat quotidien, de leurs idéaux, de leur conviction et de leur motivation. **Suite de l'article**

Célébration de la journée du 8 mars: Une marche pour les droits de la femme

11/03/2024  Andjouza Abouheir



©: HZK-LGDC

Célébrée chaque 08 mars, la journée internationale des droits de la femme est aussi la journée pour mettre en valeur ces femmes qui contribuent au développement du pays. À Moroni, des femmes ont battu le pavé pour défendre les droits des femmes et l'égalité avec les hommes, notamment dans le monde professionnel, etc.

Une poignée de femmes a battu le pavé ce vendredi 08 mars à Moroni, à l'occasion de la journée internationale des droits de la femme. Cette année, la marche a vu la présence des femmes de la sécurité civile, de la direction de douane, des femmes leaders de la paix, Humanicom, etc. Pour elles, il s'agit d'une marche d'unité, de solidarité et de reconnaissance envers les femmes comoriennes et leur contribution à la société. Comme chaque 8 mars, cette manifestation est l'opportunité pour les associations de défiler pour défendre les droits des femmes et l'égalité avec les hommes, notamment dans le monde professionnel, et de dénoncer les violences conjugales ou sexuelles à l'occasion de cette journée, même si aux Comores, certaines associations de la lutte contre les violences faites à l'être vulnérable ont brillé par leur absence.

Suite de l'article

Lire aussi :

- **Journée de la femme : le président des Seychelles félicite 4 femmes de haut rang pour leur nomination** **Seychellesnewsagency**
- **(Journée de la femme) Madhavi Ramdin : « Un grand manque de femmes dans les postes à responsabilités »** **Lemauricien**
- **Saint-Denis : Rassemblement au Barachois pour la journée des droits des femmes** **Linfo.re**

Suppression de la TVA : 618 millions d'euros de gain de pouvoir d'achat pour les Réunionnais



Une mesure applicable immédiatement par Paris pour lutter contre la vie chère à La Réunion

par ***Manuel Marchal***

Les taxes à la consommation sont les impôts les plus injustes : elles ont mécaniquement un impact sur les prix et touchent plus lourdement les plus pauvres, car elles n'ont aucun rapport avec le revenu du contribuable. Deux concernent La Réunion : la TVA et l'octroi de mer.

La TVA n'existe pas en Guyane et à Mayotte. A La Réunion, elle rapporta à Paris 618 millions d'euros en 2022, selon la Direction régionale des finances publiques, contre 557 millions d'euros pour l'octroi de mer la même année. Contrairement à l'octroi de mer, la TVA touche les produits de première nécessité, à l'exception du riz importé, et la plupart des intrants indispensables à la production locale. C'est ce qui explique cette différence au profit de la TVA.

Si l'objectif de Paris est d'utiliser la fiscalité pour lutter contre la vie chère à La Réunion, il dispose d'un levier facile à activer qui apportera immédiatement une baisse des prix si les commerçants la répercutent : la suppression de la TVA à La Réunion.

Concernant l'octroi de mer, les Réunionnais doivent avoir la responsabilité de mener le débat sur la recherche d'un moyen plus juste pour financer le fonctionnement des collectivités et protéger la production locale des importations.

La publication d'un rapport de la Cour des comptes sur l'octroi de mer et sa conférence de presse de présentation ont fait grand bruit. Cela a brutalement rappelé que cette taxe découle d'un régime dérogatoire au Marché unique de l'Union européenne, et que la responsabilité de la défense de cette dérogation auprès de l'UE dépend uniquement de Paris.

Les magistrats financiers ont rappelé que cette taxe créée à l'époque coloniale contribue à augmenter les prix, et que ce sont les moins riches qui paient le plus, proportionnellement à leurs revenus. Ce raisonnement est juste, car l'octroi de mer est une taxe à la consommation. Cette taxe ne dépend pas des revenus ou du bénéfice d'une entreprise. Elle a été créée à l'époque où la fiscalité n'avait pas pour objectif d'atténuer les inégalités.

En se limitant à la question des prix payés par les consommateurs, l'octroi de mer n'est pourtant pas la taxe qui contribue le plus à la vie chère. C'est en effet la TVA. Elle rapporte 60 millions de plus. Mais c'est Paris qui fixe les taux et bénéficie des recettes de la TVA, alors que les taux de l'octroi de mer sont décidés à La Réunion, et les recettes de cette taxe restent dans notre île. **Suite de l'article**

Lire aussi :

- https://www.business-magazine.mu/entreprendre/business-files/tourisme-daffaires-maurice-reste-un-choix-de-predilection/
- https://alwatwan.net/societe/r%C3%A9formes-prioritaires-avec-la-banque-mondiale-i-les-comores-seraient-%C2%AB-sur-la-bonne-voie%C2%BB.html
- https://www.business-magazine.mu/entreprendre/business-files/tourisme-daffaires-maurice-reste-un-choix-de-predilection/

Énergie renouvelable-Géothermie La mission de la Bad en visite au Karthala

Nazir Nazi



Composée de huit personnes, la mission de la Bad s'est rendue à Moroni en vue d'avoir une vue d'ensemble de tous les aspects du projet, dont l'aspect environnemental et la faisabilité du projet de construction d'une telle première gigantesque centrale dans le pays.

Une mission de la Banque africaine du développement (Bad) se trouve à Moroni depuis le début de cette semaine dans le cadre du projet de construction de la centrale géothermique. Ayant annoncé il y a quelques temps, la mobilisation d'une partie des fonds pour le financement du projet de géothermie du Karthala, la Bad a envoyé cette délégation de huit personnes pour effectuer une série de rencontres avec les autorités et acteurs nationaux. La mission de la Bad et la partie comorienne ont donc visité, ce jeudi 7 mars, le site du Karthala, plus précisément la zone identifiée qui va abriter la centrale.

Le conseiller du ministre de l'Energie, Ben Abdallah, a fait savoir que la mission entend s'enquérir des conditions et de tous les paramètres permettant de concrétiser le projet. «Elle souhaite savoir l'impact environnemental et d'autres informations par rapport aux études réalisées sur le projet, sur sa faisabilité. La mission a déjà rencontré le ministre des Finances et le ministre de l'Energie. Il y a une série de rencontres avec des techniciens, notamment ceux du bureau géologique des Comores. Pour ce jeudi, il est de visite sur terrain», avait annoncé le conseiller.

Forages additionnels

Ben Abdallah a aussi tenu à rassurer que le principe du financement est acquis du fait que la Bad s'est préalablement prononcée officiellement sur l'enveloppe de «26,67 millions de dollars» (12 milliards de francs comoriens). «C'est un projet qui demande des fonds considérables, raison pour laquelle d'autres partenaires comptent débourser des fonds à cause de la confiance et du sérieux au niveau du projet. Les bailleurs se positionnent favorablement», a-t-il assuré. **Suite de l'article**

Production d'électricité : 345 containers de matériels dédiés aux parcs solaires, attendus à Toamasina



Visite de la délégation du MEH, pour constater l'arrivée des containers de panneaux photovoltaïques au port de Toamasina.

Le projet d'aménagement de parcs solaires à Madagascar continue de prendre forme avec l'arrivée progressive de matériels et d'équipements prévus à cet effet. Le week-end dernier, le Ministère de l'Énergie et des Hydrocarbures (MEH) a annoncé que 25 containers de panneaux photovoltaïques sont déjà parvenus au port de Toamasina, tandis que 145 autres sont en route vers la Grande Île. Au total, 345 containers sont attendus, contenant les éléments nécessaires à la construction des parcs solaires. Ce projet ambitieux, portant sur une capacité totale de 50 mégawatts (MW), vise à améliorer l'accès à l'électricité à travers le pays tout en favorisant les énergies renouvelables. La visite effectuée par une délégation dirigée par le ministre de l'Énergie et des Hydrocarbures, Jean-Baptiste Olivier, au port de Toamasina vendredi dernier, a permis de constater de visu l'arrivée des équipements nécessaires. Ces matériels seront entreposés avant d'être acheminés vers les 47 districts bénéficiaires des parcs solaires à travers le pays.

Avantages

L'objectif principal de cette initiative est de réduire la dépendance aux énergies fossiles pour la production d'électricité, ce qui présente à la fois des avantages économiques et environnementaux, d'après le MEH. Il est à noter que ce projet, entièrement financé par les fonds propres de l'État malgache, représente un pas significatif vers une transition énergétique durable. En investissant dans les énergies renouvelables, Madagascar s'engage à terme vers une économie plus verte et résiliente. **Suite de l'article**

Le 14ème exercice militaire Cutlass Express aux Seychelles se concentre sur les abordages non conformes



Les officiers participants se sont approchés du navire sur un bateau plus petit et ont tenté d'arraisonner et de maîtriser l'équipage hostile à bord. (Seychelles News Agency)

(Seychelles News Agency) - Les participants à la 14e édition du Cutlass Express, un exercice militaire multinational qui se déroule aux Seychelles et dans deux autres pays, ont démontré les compétences qu'ils ont acquises depuis le début de la formation la semaine dernière.
Le responsable des relations publiques des Forces de défense des Seychelles (SDF), le lieutenant-colonel Achille Mondon, a déclaré aux journalistes : « Aujourd'hui, nous avons eu ce que nous appelons une journée VIP, où de hauts responsables des Forces de défense des Seychelles (SDF) et de la marine américaine ont eu l'occasion d'observer les exercices pratiques de ce qui a été enseigné lors de la théorie la semaine dernière."
Les exercices se déroulent simultanément aux Seychelles, à Djibouti et au Kenya et comptent environ 50 participants dans la nation insulaire venant de sept pays différents, ainsi que des instructeurs des États-Unis et de Tunisie.
Seize pays de la région participent à l'exercice avec un total de 800 représentants et parmi les pays participants figurent également les Comores, Madagascar, Djibouti et Maurice.
Avec le navire des garde-côtes des Seychelles, « Le Vigilant », jouant le rôle d'appât, tous les participants ont pu s'entraîner à tour de rôle à l'embarquement en groupe, ce qui a ensuite été évalué par les instructeurs présents. **Suite de l'article**